

Réunification allemande et croissance européenne : un espoir déçu ?

Hélène Harasty,

Département d'économétrie de l'OFCE

Jean Le Dem,

CEPII

Deux ans après la chute du mur de Berlin, l'espoir des partenaires européens de l'Allemagne fait place à la déception. La croissance est restée cantonnée outre-Rhin, alors que le reste de l'Europe s'enfonçait dans la récession. A qui la faute ? Pas à la réunification à proprement parler : l'afflux d'immigrés à l'Ouest et surtout les ventes de marchandises à l'Est ont eu les effets bénéfiques escomptés sur l'activité, grâce aux transferts massifs que Bonn a su rapidement mettre en place pour faciliter l'intégration des cinq nouveaux Länder. La responsabilité tient plutôt à la politique économique adoptée : plus que les effets de la croissance, ce sont les hausses de fiscalité indirecte destinées à limiter le déficit public qui ont nourri l'inflation et provoqué le durcissement de la Bundesbank. Les marchés financiers ont donc vu leurs anticipations sur la hausse des taux d'intérêt et l'appréciation des monnaies européennes vis-à-vis du dollar confortées. Les simulations rétrospectives réalisées avec le modèle MIMOSA permettent de chiffrer l'impact de ces différents chocs. La réunification allemande a bien relancé les membres de la communauté et en particulier la France, mais cet effet positif passé inaperçu devrait s'atténuer en 1992.

En ce début d'année 1992, le ralentissement de la croissance dans la plupart des pays européens et la morosité des prévisions pour le premier semestre contrastent avec l'espoir qui régnait au moment où les deux Allemagne étaient en passe de s'unir : début 1990, les partenaires de la RFA voyaient se dessiner enfin la perspective d'une nouvelle locomotive allemande qui soutiendrait la croissance européenne. Grâce à l'afflux de population venant des Länder de l'Est et aux débouchés nouveaux créés pour les produits ouest-allemands dans l'ex-RDA, l'économie allemande allait sortir du sentier de faible croissance dans lequel la confinait jusqu'alors sa population vieillissante et son marché du travail proche du plein emploi.

La relance dès 1990 de l'activité outre-Rhin ne fait aucun doute. Alors même qu'un ralentissement de l'activité paraissait inévitable après deux années de forte croissance, l'Allemagne de l'Ouest a vu la croissance de son PIB s'accélérer fortement cette année-là (atteignant son meilleur résultat depuis 1976) et se poursuivre sur un rythme rapide en 1991, malgré le durcissement des politiques monétaire et fiscale. A l'inverse, les partenaires européens de l'Allemagne sont engagés depuis 1990 dans un net ralentissement conjoncturel. Pourtant les mécanismes habituels de transmission par le canal du commerce extérieur ont effectivement joué : les importations ouest-allemandes se sont considérablement accrues.

Aussi, certains observateurs considèrent que, du fait de la politique monétaire restrictive adoptée à Francfort, l'impact sur la sphère financière (hausse des taux d'intérêt, appréciation des monnaies européennes vis-à-vis du dollar) a complètement annulé, voire inversé l'effet direct expansionniste de la réunification sur les partenaires européens de l'Allemagne. D'autres pensent au contraire que la réunification a bien conservé au total un effet d'entraînement positif, effet masqué par l'ensemble des facteurs défavorables qui ont atteint l'économie mondiale depuis deux ans (crise du Golfe, récession dans les pays anglosaxons, fin du boom de l'investissement).

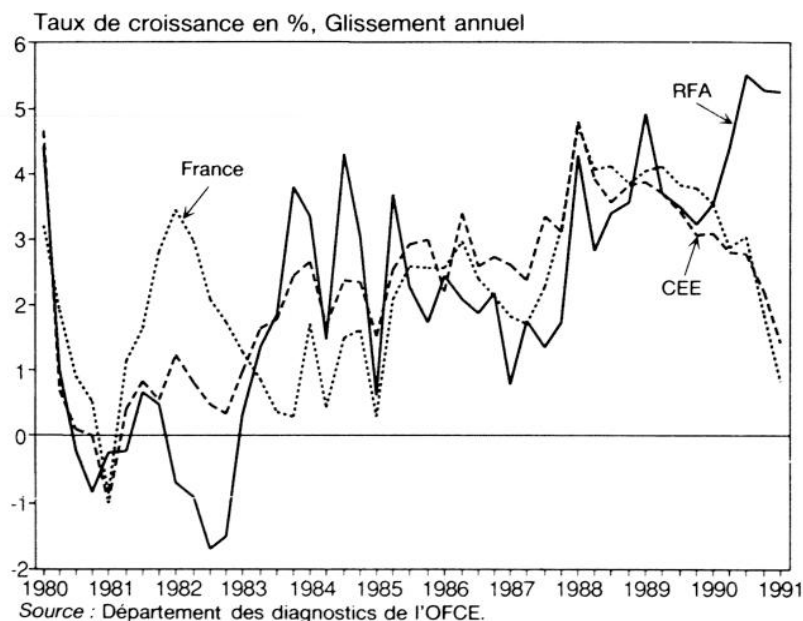
L'utilisation du modèle multinational MIMOSA permet de chiffrer les divers effets en cause. Il permet d'analyser les différentes composantes du choc d'unification et d'évaluer leurs effets sur l'Allemagne et sur ses partenaires : il est ainsi possible de distinguer l'impact direct de la chute du mur et de la réunification (flux migratoires et ouverture du marché est-allemand) et les impacts indirects via les politiques économiques mises en œuvre outre-Rhin : politiques budgétaires de financement d'un côté, hausse des taux d'intérêt et appréciation concomitante des monnaies européennes de l'autre.

Cet exercice a un autre intérêt pour le modélisateur : l'ampleur du choc en question est l'occasion de vérifier la stabilité des spécifications retenues et leur capacité à prédire les comportements depuis deux ans. L'analyse des deux années écoulées débouche naturellement sur l'étude des effets encore à venir de la réunification en Allemagne et en Europe. L'observation des transformations en Allemagne de l'Est nous permet de baliser le futur plus précisément qu'il y a deux ans (voir Harasty et Le Dem, 1990). L'ampleur de l'ajustement de la production, le montant des transferts publics, la convergence des salaires entre les deux Allemagne sont plus aisément chiffrables et l'éventail des scénarios de long terme possibles s'en trouve réduit. Faut-il donc s'attendre à une poursuite durable de la croissance allemande et à un maintien des tensions financières ?

L'impact de la réunification en 1990-1991 via la sphère réelle

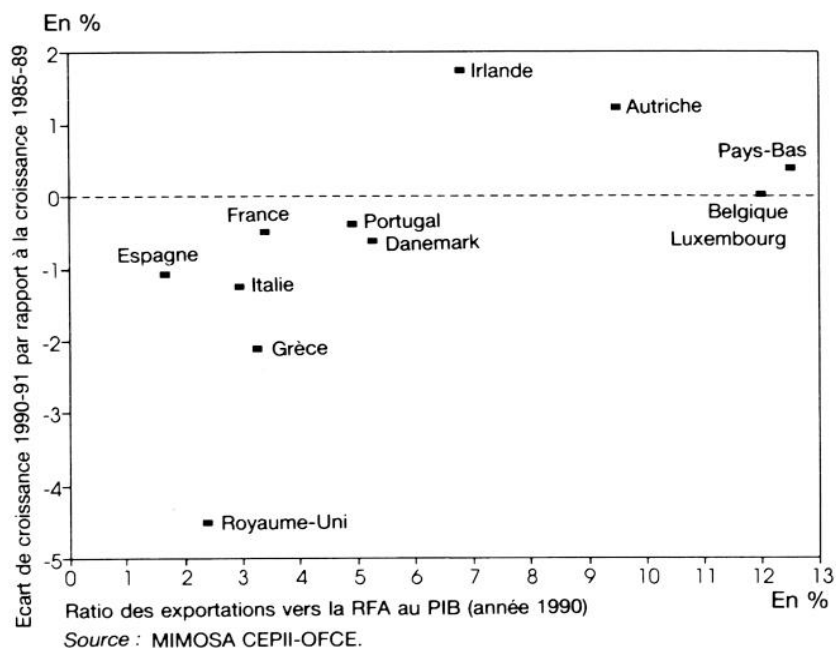
C'est à partir de l'été 1989 que des milliers d'allemands de l'Est passent à l'Ouest grâce au relâchement des contrôles à la frontière hongroise. En novembre 1989 le mur de Berlin tombe : rien n'empêche désormais l'émigration vers la partie occidentale de l'Allemagne. En avril 1990 est décidée la mise en place d'une Union économique, monétaire et sociale entre les deux Allemagne, laquelle naît effectivement le premier juillet 1990, avec un taux de conversion du Ost mark en DM fixé à 1 pour les salaires, les retraites et une partie de l'épargne. Le 3 octobre, l'unification politique de la RFA et de la RDA est entérinée.

L'analyse de l'évolution de l'activité en Allemagne et dans les autres pays européens rend manifeste le décrochage des conjonctures : la croissance de l'ex-RFA est supérieure à celle de la moyenne de la CEE de 1,4 point en 1990, de 1,8 en 1991 (graphique 1). Pourtant les importations allemandes ont joué leur rôle d'entraînement : elles ont augmenté de 12 % en 1990, puis de plus de 14 % en 1991, contre 8,6 en 1989, 6,6 en 1988, et 4,1 en moyenne sur les quatre années 1984-1987. Ce rôle d'entraînement est clairement retracé par la hiérarchie des performances européennes en moyenne sur la période 1990-1991 : les pays qui, proportionnellement à leur PIB, exportent le plus vers l'Allemagne, ont subi moins fortement le ralentissement conjoncturel de 1990-91, ce qui tend à montrer qu'ils ont bénéficié des effets de relance induits par l'Allemagne (graphique 2). Dans le même temps, les exportations ouest-allemandes en volume (non compris les flux intra-allemands) n'ont augmenté que de 1,5 % en 1990 et de 0,5 % en 1991, contre 11,4 % en 1989, 5,9 % en 1988 et 3,9 % en moyenne entre 1985 et 1989. Les producteurs allemands ont préféré satisfaire en priorité le marché est-allemand et ont accepté de perdre des parts de marché dans le reste du monde, laissant ainsi la place libre à leurs concurrents.



1. Croissance du PNB

**2. Croissance
1990-91 et part
des exportations
vers la RFA dans le
PIB**



Les effets directs de la réunification allemande sur l'Allemagne de l'Ouest

Les effets directs de la réunification allemande sur l'Allemagne de l'Ouest peuvent schématiquement être décomposés en trois parties : une immigration importante en provenance de l'ex-RDA, l'apparition de débouchés nouveaux pour les exportations ouest-allemandes, des transferts publics massifs vers les nouveaux Länder de l'est. Il est possible aujourd'hui d'apprécier plus précisément l'ampleur de ces trois phénomènes.

L'immigration en provenance de l'ex-RDA n'a été que peu endiguée par la signature du traité d'unification : en 1990, 330 000 personnes ont passé l'ancienne frontière pour s'établir à l'Ouest ⁽¹⁾. Cette immigration, plus difficile à évaluer aujourd'hui, serait du même ordre en 1991. A ces flux d'immigrants s'ajoutent ceux, importants, des habitants de l'Allemagne orientale qui, tout en continuant à résider à l'Est, viennent travailler à l'Ouest : ils seraient déjà 300 000 en 1991. Les principaux effets sur l'économie ouest-allemande de cette composante du choc d'unification sont un surcroît de demande de consommation et de logement et une offre de travail supplémentaire. A la hausse immédiate de la consommation des ménages s'ajoute l'accroissement des dépenses publiques liées principalement au coût d'intégration et de formation des immigrés ⁽²⁾. Sur le plan du marché du travail, il est

(1) L'immigration en provenance de l'ex-RDA de l'année 1989 n'a pas été prise en compte. Par contre, l'immigration de l'année 1990 a totalement été incluse dans la variante, bien que la réunification n'ait été entérinée que le premier juillet de cette même année.

(2) Dans un rapport publié avant la chute du Mur, l'institut allemand IW estime le coût pour les finances publiques d'un nouvel arrivant à 6500 DM.

difficile de considérer que les nouveaux venus, mal formés et sans appui syndical, pèsent immédiatement sur les négociations salariales comme n'importe quel chômeur ouest-allemand. L'effet des immigrants, via la courbe de Phillips, sur la formation des salaires à l'Ouest, a donc été réduit en variante. Il n'en reste pas moins que l'immigration est-allemande vient à point pour détendre le marché du travail allemand, limitant ainsi les vives tensions salariales qui apparaissaient en 1990 en RFA.

La percée des produits occidentaux sur le marché de l'est de l'Allemagne a dépassé toutes les prévisions : la désaffection des consommateurs pour les produits est-allemands a été immédiate et quasi-totale, ce qui, avec la réduction de deux tiers du commerce avec les autres pays de l'Europe de l'Est, a fait chuter la production en Allemagne de l'Est de plus de 30 % en 1991. Ainsi, le transfert de production d'Est en Ouest a atteint des proportions telles que le niveau des importations de l'Allemagne orientale a quasiment égalé celui du PIB : en 1991, les Allemands de l'Est ont importé autant qu'ils ont produit. Mais grâce au maintien du revenu des ménages permis par l'aide ouest-allemande, la demande intérieure est restée stable en 1990 et s'est accrue d'environ 15 % en 1991. Le pouvoir d'achat des salaires bruts a crû de 21 % en 1990 puis s'est stabilisé en 1991, les transferts sociaux, indexés sur les salaires, se sont considérablement développés et l'investissement privé, stimulé par les aides de Bonn, a crû rapidement.

L'Allemagne de l'Ouest a été, du point de vue commercial, le grand gagnant de l'effondrement de l'économie est-allemande : plus de 80 % des « importations » des Länder de l'Est sont maintenant ouest-allemandes et, à elles seules, les ventes à ces Länder contribuent à la croissance des exportations de l'ancienne RFA pour 5,5 % en 1990 et 8,5 % en 1991, ce qui représente des contributions à la croissance du PIB de 1,8 et 2,8 points. Mais c'est également l'Allemagne de l'Ouest qui a financé cette expansion, via les transferts massifs de l'Etat, lesquels s'élèvent environ à 98 milliards de DM en 1990 et à 150 milliards en 1991, soit 4 et 5,5 points de PIB : en cela, la réunification s'apparente à court terme à une relance keynésienne, mais dont le multiplicateur pour l'économie de l'ex-RFA est moins élevé que dans le cas d'une relance fiscale traditionnelle. En effet, une partie des transferts publics versés à l'Allemagne de l'Est ne se retrouve pas en exportations ouest-allemandes car elle sert à soutenir et développer la production à l'Est, ce qui en est après tout l'objectif.

Combinés, l'effet offre et l'effet demande permettent une relance non inflationniste à court terme (tableau 1). Les tensions sur les prix engendrées par le surcroît de demande se trouvent totalement compensées par les gains de productivité permis par la croissance et par la détente du marché du travail. Néanmoins, dans la situation conjoncturelle de la réunification, le modèle surestime peut-être les gains de productivité à court terme, puisque l'erreur cumulée des différentes équations d'emploi par secteur atteint 0,4 % en 1990 et 0,8 % en 1991, ce qui, imputé à la variante de réunification, aurait donné 0,4 % d'inflation en plus chaque année. L'absence de sureffectifs dans les entre-

prises au moment du choc, après deux ans de croissance très forte, dans un contexte de réduction du temps de travail, explique sans doute pourquoi l'embauche a si rapidement suivi la hausse de l'activité. Les équations de prix, par contre, décrivent bien les mouvements de prix en 1990 et 1991.

L'impact sur la croissance est très fort durant les deux premières années et culmine en 1991 à 4,1 %, au prix d'une dégradation du solde extérieur courant (rapporté au PIB ouest-allemand) de plus de 5 points et d'un accroissement du déficit budgétaire de 5,4 points de PIB la même année.

Le financement budgétaire de la réunification

Dès 1990, il apparaît que les coûts de la réunification ont été fortement sous-estimés ; en particulier, la Bundesbank s'alarme en voyant le déficit public gonfler d'une loi de finances rectificative à l'autre. Il faut cependant attendre la réélection d'Helmut Kohl par les deux Allemagne pour que des mesures visant à contenir le déficit budgétaire soient prises. Comme le gouvernement ne veut pas revenir sur la troisième étape de la réforme fiscale engagée en 1990 et qui allège de 20 milliards de DM les impôts sur les ménages, seul un prélèvement exceptionnel sur les revenus, de l'ordre de 11 milliards, avec effet au deuxième semestre 1991 et au premier semestre 1992 est décidé. Le reste des mesures se veut plus indolore mais est du coup plus inflationniste. La hausse des cotisations chômage rapporte 9 milliards en 1991, celle des taxes indirectes (principalement sur l'énergie) 7 milliards en 1991 et 14 milliards en année pleine. Le report de la réforme de la taxe professionnelle de 1991 à 1992 rapporte 7 milliards en 1991. Le total des recettes supplémentaires se monte donc à 34 milliards en 1991. Des coupes dans les dépenses sont également prévues : la réduction des subventions à Berlin-Ouest devrait permettre d'économiser 4 milliards en 1991, les réductions de subventions aux entreprises 2,5 milliards. A ces programmes d'économie du budget fédéral, s'ajoute le ralentissement sensible de la progression des dépenses publiques, notamment des Länder et des communes, soumis à un effort de solidarité vis-à-vis des nouveaux Länder. Au total, nous avons chiffré pour cet exercice les mesures budgétaires de financement (hausse d'impôts et baisses de dépenses) à 45 milliards de DM en 1991.

La simulation de ces mesures de politique économique montre un impact négatif sur la croissance ouest-allemande de 0,9 point en 1991 (tableau 1). Les hausses de taxes indirectes ont un impact fortement inflationniste : le surcroît d'inflation est de 1,4 point. L'impact rééquilibrant sur le solde public est de 1,7 point de PIB. Le point notable est que, d'après MIMOSA, l'impact inflationniste de la réunification en 1991 provient beaucoup plus de la politique de financement par hausse de la fiscalité indirecte que du choc de la réunification proprement dite : ceci vient du fait que, compte tenu des estimations économétriques, le modèle explique l'inflation par les chocs d'offre et les tensions sur le

marché de travail plus que par les tensions sur le marché des biens : à court terme, une forte demande fournit des gains de productivité aux entreprises et sollicite les fournisseurs étrangers mais n'incite pas au relèvement des marges. Ce résultat est conforté par l'observation d'une croissance des prix à la production modérée (1,9 % en glissement annuel au troisième trimestre 91) comparativement à celle des prix de consommation (3,9 %).

1. Effets de la réunification allemande sur l'économie Ouest-Allemande à taux d'intérêt et taux de change inchangés

	Effets directs		Politique de financement		Total	
	1990	1991	1990	1991	1990	1991
Croissance du PIB (1)	2,1	4,1	—	-0,9	2,1	3,2
Inflation (1)	-0,1	0,2	—	1,4	-0,1	1,6
Solde extérieur (2)	-3,5	-5,4	—	0,6	-3,5	-4,8
Solde public (2)	-3,8	-5,4	—	1,7	-3,8	-3,7

(1) Ecart en %

(2) Ecart absolu en points de PIB

Source : MIMOSA CEPII-OFCE.

Les effets indirects via la sphère financière

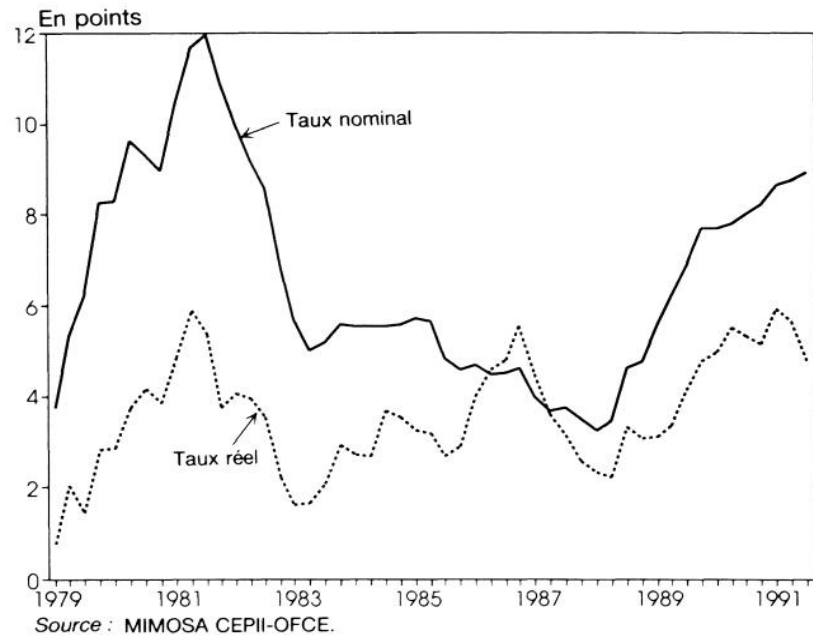
Jusqu'à présent les effets de la réunification ont pu être repérés aisément. Le problème devient plus complexe lorsqu'il s'agit d'évaluer l'impact du choc sur les taux d'intérêt et sur les taux de change. La démarche retenue ici consiste à endogénéiser ces variables en intégrant, si nécessaire, l'impact sur les marchés financiers des anticipations de long terme. Le traitement du taux de change nécessite ainsi un détour explicitant quels sont les scénarios envisageables pour l'intégration de l'Allemagne de l'Est à l'horizon 2000.

La politique monétaire

Le taux du marché monétaire, qui relève de la politique de la Bundesbank, a crû de façon continue en Allemagne du début de l'année 1988 à la fin de l'année 1990, ceci tant en termes nominaux que réels (graphique 3) : partant d'un point très bas au début de l'année 1988 (3,2 points au premier trimestre 1988), le taux court s'élève pour atteindre 5,6 points au premier trimestre 1989 puis 7,7 au premier trimestre 1990 et enfin 8,7 au premier trimestre 1991. Ce mouvement n'est pas général dans les pays de l'OCDE. Certes les pays membres du SME ont

suivi les taux allemands. La banque du Japon a également relevé progressivement ses taux en 1989 et 1990. En revanche, les taux américains, d'un niveau de 9,4 points au début de 1988, se sont progressivement réduits et atteignent 4,75 points fin 1991. Quelle part de la hausse des taux courts allemands faut-il imputer à la réunification ?

3. Taux d'intérêt du marché monétaire allemand



Les tensions inflationnistes en Allemagne sont présentes bien avant la réunification : l'accélération de l'inflation et la hausse des taux courts en 1989 ne peuvent être dues à la réunification allemande, qui n'a eu lieu qu'en 1990. On peut supposer que, même sans réunification, les tensions inflationnistes auraient continué à se manifester en 1990, année où les fortes revendications salariales auraient compromis la stabilité des prix et où la mise en œuvre de la troisième étape de la réforme fiscale aurait soutenu de façon importante la croissance. Le point délicat est donc de mesurer la réaction de la banque centrale allemande au seul choc de réunification.

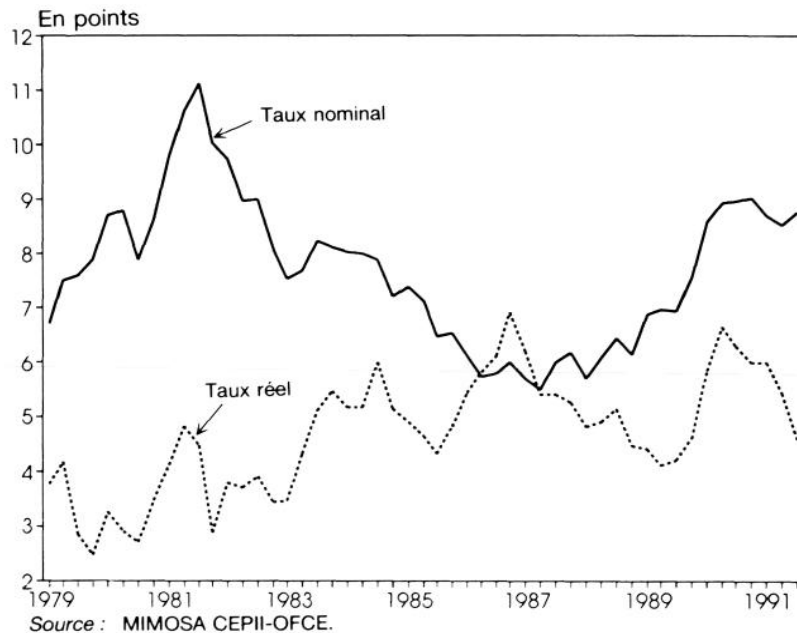
Une fonction de réaction, estimée sur données trimestrielles, rend compte assez fidèlement du comportement de la Bundesbank (encadré 1, graphique E.1). De 1988 à début 1991, elle explique le durcissement progressif de la politique monétaire par le développement des tensions sur les capacités de production et la montée progressive de l'inflation, et ce malgré la baisse des taux courts américains. Le bras de fer entamé par la Bundesbank avec l'Etat à propos du financement de la réunification et les conséquences inflationnistes des choix faits par Bonn expliquent les hausses de taux de 1991, moins bien retracées par l'équation. Mais globalement, le comportement de cette équation justifie son introduction telle quelle en simulation.

Selon nos simulations à taux d'intérêt endogènes, les taux à court terme n'auraient que très peu augmenté en 1990 du fait de la réunification allemande, puisque l'effet inflationniste de l'unification est encore faible. Certes, le taux d'utilisation des capacités de production, que l'on

utilise ici comme un indicateur avancé des tensions inflationnistes, augmente de 1,2 point, ce qui provoque une légère hausse des taux courts. En 1991 par contre, la hausse serait plus prononcée, atteignant 1,6 point.

L'évolution des taux longs

Le mouvement des taux longs réels en RFA mérite plus ample discussion. Sur une pente plutôt déclinante jusqu'au deuxième trimestre 1989, la tendance des rendements des obligations s'inverse nettement ensuite : de mi-89 à début 1990, les taux longs augmentent de plus de 2 points (graphique 4). Une telle variation n'est pas retracée par les équations usuelles qui relient les taux longs aux taux courts (encadré). Mais l'interprétation de ceci est aisée : avant la chute du Mur, les anticipations sur les taux courts sont correctement prises en compte par une simple moyenne de l'inflation antérieure ; par contre, la réunification allemande, inéluctable dès la fin de l'année 1989, modifie d'emblée les prévisions à long terme d'inflation des opérateurs, qui anticipent un relèvement des dépenses budgétaires pour plusieurs années et s'interrogent sur les modalités de leur financement. Anticipations d'inflation, incertitude concernant l'évolution future de la politique monétaire et donc relèvement du risque, se conjuguent pour faire passer les taux longs à plus de 9 % fin 1990. La décrue est ensuite modérée, parce que les choix du gouvernement en matière de financement font redouter une réponse dure de la Bundesbank.



4. Rendement des obligations d'Etat en Allemagne

Une autre interprétation est aujourd'hui avancée, via les mécanismes d'offre et de demande sur le marché des capitaux longs allemands (Raedalli *et alii* (1991) ou Augury *et alii*. (1991)). La hausse des taux longs serait due à l'accroissement des besoins de capitaux longs publics et privés lié à la réunification. De fait, ces auteurs mettent en évidence une légère incidence de l'émission de titres publics longs sur

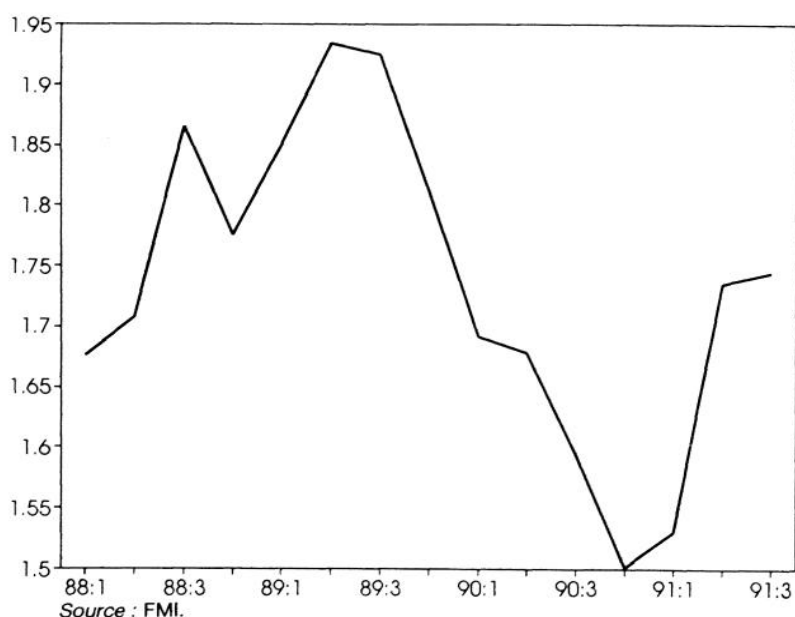
les taux longs. Mais cet effet est insuffisant pour rendre compte de l'augmentation actuelle. La grande mobilité des capitaux sur les marchés internationaux limite sans doute un tel effet.

Si donc nous pouvons conserver en simulation la fonction de réaction qui détermine les taux courts, il n'en est pas de même pour les taux longs. Nous supposons par la suite que l'erreur de simulation de l'équation de taux long est entièrement imputable à l'effet réunification : les taux longs auraient ainsi augmenté de 2,1 points en 1990 et de 2,5 points en 1991 (cf. encadré et graphique E. 2). Ensuite, de 1992 à 2000, l'impact positif de la réunification sur les taux longs se réduit du fait du ralentissement de l'inflation et du retour progressif des taux courts vers leur niveau en compte central.

Le taux de change

Dès le quatrième trimestre 1989, le DM s'est fortement apprécié vis-à-vis du dollar, lequel est passé de 1,95 DM en septembre 1989 à 1,70 en janvier 1990 (graphique 5). Après une certaine stabilisation au premier semestre 1990, la chute du dollar s'est poursuivie tout au long du second semestre, le dollar passant sous la barre de 1,5 DM peu avant les élections panallemandes de fin 1990. L'année 1991 a été marquée par d'amples fluctuations, le dollar terminant sa course à moins de 1,60 DM. En moyenne annuelle, le DM s'est apprécié de 14 % par rapport au dollar en 1990, puis s'est déprécié de 4,5 % en 1991. Ces variations ne sont évidemment pas imputables telles quelles à l'impact de la réunification allemande, dans la mesure où il est fort improbable qu'en son absence les taux de change soient restés parfaitement stables. Citons, entre autres chocs ayant influencé les marchés des changes, la crise du Golfe et les développements dans l'ex-Union soviétique, qui auraient pu jouer à la hausse du dollar, et la baisse des taux courts américains, qui renforce par contre les pressions à la baisse.

5. Taux de change du DM en dollar



A la différence des taux d'intérêt, l'estimation d'une équation de taux de change serait difficile et de peu de secours pour l'interprétation de ces évolutions. On a donc choisi d'utiliser une règle proposée par Fischer *et alii* (1990). Celle-ci, fondée sur la rationalité des opérateurs sur le marché des changes, suppose que les marchés anticipent la partie prévisible de l'évolution économique future : à la suite d'un choc non-anticipé, le taux de change bondit à une nouvelle valeur telle que, par la suite, il y ait chaque année égalisation entre la rentabilité ⁽³⁾ des placements dans les différentes devises, compte tenu d'une prime de risque pour les pays qui ont un déficit extérieur courant. Par exemple, si un pays décide de maintenir son taux d'intérêt durant 10 ans à 1 % au dessus du taux de ses partenaires, son taux de change s'apprécie immédiatement de 10 % puis revient à l'équilibre en se dépréciant de 1 % par an, de sorte que chaque année, la dépréciation de sa monnaie (1 %) compense exactement la rémunération plus élevée qu'il offre.

La méthode oblige donc à expliciter les effets de la réunification allemande à long terme (limité ici à l'horizon 2000). Les anticipations des opérateurs sur les marchés des changes ne sont évidemment pas observables, mais on supposera, selon la pratique des anticipations rationnelles, qu'elles correspondent au scénario que le modèle décrit. Le lecteur trouvera en annexe une description de ce scénario central concernant les perspectives à l'horizon 2000 de la partie Est de l'Allemagne et son impact sur la partie Ouest et le reste du monde. Ce scénario est un scénario moyen. Nous décrivons également en annexe deux scénarios alternatifs, un scénario dit « rose » et un scénario dit « gris », qui retracent des évolutions plus optimistes ou plus pessimistes pour l'ex-RDA afin de définir dans quelle mesure l'appréciation du change, que nous chiffrons à l'aide du scénario « moyen », est sensible aux hypothèses qui y sont posées.

Chiffrée à l'aide du « scénario moyen », l'appréciation du DM par rapport au dollar atteint 10,6 % en 1990 et 10,7 % en 1991. En effet, du fait de la hausse des taux courts allemands induite par la réunification, le différentiel de taux d'intérêt entre la RFA et les Etats-Unis cumulé à l'horizon 2000 atteindrait 14 points en 1990 et 13,8 points en 1991 : les tensions sur les capacités de production en Allemagne, puis l'impact inflationniste de la réunification à partir de 1992, engendrent des hausses des taux courts de 1,6 point en 1991 et de 1,9 point en 1992. Ensuite, au fur et à mesure que les tensions sur les capacités de production se réduisent et que l'impact inflationniste se stabilise, l'effet sur les taux courts s'amenuise jusqu'à disparaître quasiment en l'an 2000. De plus, l'appréciation du DM est amoindrie par la prise en compte d'une prime de risque liée à la forte réduction de l'excédent courant allemand. Celui-ci se contracte de 2,8 points de PIB en 1990, de 4,1 points en 1991. Ensuite, au fur et à mesure que le différentiel de croissance entre l'Allemagne et ses partenaires se réduit, le solde extérieur de la RFA tend à se rétablir. L'effet négatif sur le taux de change de la réduction de l'actif extérieur net allemand cumulé jusqu'à l'an 2000 serait de 3,4 % en 1990 et de 3,2 % en 1991.

(3) Cette rentabilité est la somme du taux d'intérêt et de l'appréciation du taux de change.

Les équations de taux d'intérêt et de taux de change utilisées

L'objectif de cet exercice étant de mesurer l'impact de la réunification allemande, nous avons estimé une équation de taux court allemand, une équation de taux long allemand et nous avons écrit une règle d'évolution du taux de change du DM par rapport au dollar compatible avec un comportement rationnel de la part des intervenants sur le marché des changes. L'hypothèse faite ensuite est que les variations des taux allemands se répercutent totalement dans les taux d'intérêt des autres pays du SME et que les taux de change de ceux-ci sont fixes par rapport à celui du mark. Toutes les estimations présentées sont faites sur des données trimestrielles et sur la période 79 :1 à 91 :1.

L'équation de taux court allemand : Les autorités monétaires allemandes fixent le taux d'intérêt à court terme en tenant compte du taux d'intérêt américain, du taux d'inflation et du taux d'utilisation des capacités de production, qu'elles considèrent comme un indice précurseur du taux d'inflation. D'où :

$$TCA = 0,78 TCA_{-1} + 0,37 TPC + 0,11 TUC + 0,19 TCE - 10,0$$

(19,0) (2,7) (6,5) (5,8) (-6,3)

SER: 0,45; DW: 2,18

avec :

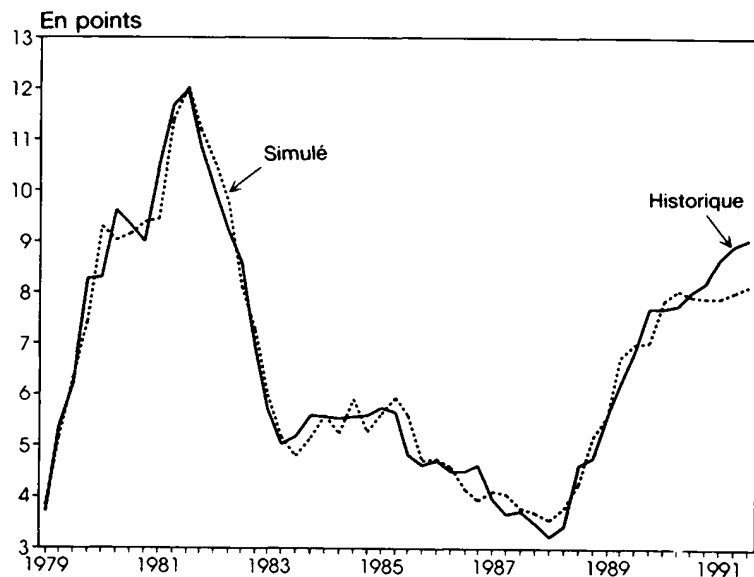
TCA : taux du marché monétaire allemand

TCE : taux des « fed funds » américains

TPC : taux de croissance trimestriels des prix à la consommation allemands

TUC : taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie en Allemagne.

E. 1. Ajustement des taux courts allemands



L'équation de taux long : C'est une équation de structure par terme, où le taux long allemand dépend du taux court et d'un lissage de l'inflation qui représente l'inflation anticipée. Y figure de plus le taux long américain.

$$\begin{aligned}
 \text{TLA} = & 0,40 \text{ TLA}_{-1} + 0,48 [\text{TCA} - \text{TCA}_{-1}] - 0,18 [\text{TLA}_{-1} - \text{TCA}_{-1}] + 0,22 \text{ TLE} + \\
 & (3,9) \qquad (7,0) \qquad \qquad (-3,3) \qquad \qquad (4,5) \\
 & 0,03 \text{ TPC} + 0,014 \text{ TPC}_{-1} + 0,021 \text{ TPC}_{-2} + 0,026 \text{ TPC}_{-3} + 0,027 \text{ TPC}_{-4} + 0,025 \text{ TPC}_{-5} \\
 & (2,1) \qquad (2,8) \qquad (2,0) \qquad (3,1) \qquad (2,9) \qquad (2,5) \\
 & + 0,020 \text{ TPC}_{-6} + 0,012 \text{ TPC}_{-7} + 1,95 \\
 & (2,3) \qquad (2,1) \qquad (4,0)
 \end{aligned}$$

SER: 0,28; DW: 1,66

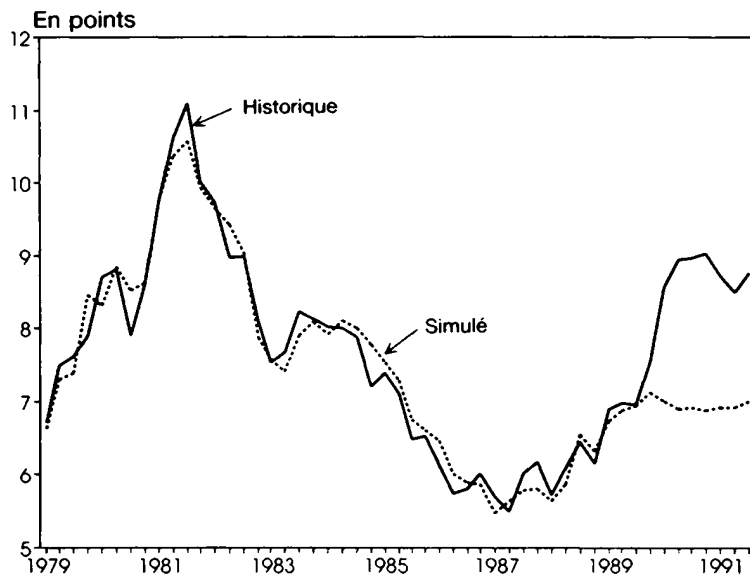
Méthode : Almon pour l'inflation

Avec :

TLA : rendement des obligations d'Etat en Allemagne

TPC : glissement des prix à la consommation allemands (trimestre t sur trimestre t - 4)

TLE : rendement des obligations d'Etat à moyen terme aux Etats-Unis.



E. 2. Ajustement des taux longs allemands

L'équation de taux de change : Elle suppose que les spéculateurs sur le marché des changes sont parfaitement rationnels et informés. Ils anticipent l'évolution économique jusqu'au long terme (ici l'an 2000) telle qu'elle est décrite dans notre scénario. A la suite d'un choc non prévu, le taux de change bondit à un nouveau niveau tel que, par la suite, son évolution compense le différentiel d'intérêt corrigé d'une prime de risque, supposée proportionnelle au solde extérieur courant. Ici, la réunification provoque une hausse du taux d'intérêt en Allemagne et dégrade sa balance courante. La hausse du change est donc égale au cumul d'ici l'an 2000 du différentiel d'intérêt moins le cumul de la dégradation du solde extérieur courant multiplié par un certain coefficient, d'autant plus fort que la prime de risque est forte.

$$\dot{\text{DM}}_t = \sum_{i=t}^{2000} (\text{TCE} - \text{TCA})_i + 0,1 \sum_{i=t}^{2000} 100 \left(\frac{\text{SCE}}{\text{PIBE}} - \frac{\text{SCA}}{\text{PIBA}} \right)_i$$

DM : taux de change du DM en \$

SCA : solde extérieur allemand

SCE : solde extérieur américain

PIBA : PIB en valeur allemand

PIBE : PIB en valeur américain

Au total, dans le « scénario moyen », les hausses de taux d'intérêt et l'appréciation du DM ont un impact négatif sur la croissance allemande de 1,2 point en 1990 et 1991, et l'effet total de la réunification n'atteint plus que 0,5 et 2,1 points ces même années, contre 2,1 et 3,2 points dans la variante où le taux d'intérêt et le taux de change sont exogènes (tableau 2). L'inflation est réduite par l'appréciation du change et le solde extérieur est amélioré. Ainsi, dans la variante à taux d'intérêt et taux de change endogènes, la réunification a un impact désinflationniste en 1990 (– 0,8 point) et inflationniste en 1991 (+ 1,1 point). Le solde extérieur de l'Allemagne y est réduit de 2,8 puis 4,1 points de PIB et le déficit des administrations publiques se creuse de 4,1 et 4,6 points. La politique monétaire réussit effectivement à modérer l'inflation, mais au prix d'une réduction de la croissance ⁽⁴⁾.

2. Effet total de la réunification allemande sur l'économie Ouest-Allemande à taux d'intérêt et taux de change endogènes

	Effet des taux d'intérêt		Effet du taux de change		Effet total de la réunification	
	1990	1991	1990	1991	1990	1991
Croissance du PIB (1)	– 0,8	– 0,8	– 0,9	– 0,4	0,5	2,1
Inflation (1)	0,0	0,0	– 0,7	– 0,6	– 0,8	1,1
Solde extérieur (2)	0,6	1,0	0,3	– 0,1	– 2,8	– 4,1
Solde public (2)	– 0,4	– 0,8	– 0,3	– 0,7	– 4,5	– 5,2
Taux d'intérêt court (3)	0,1	1,6	—	—	0,1	1,6
Taux d'intérêt long (3)	2,1	2,5	—	—	2,1	2,5
Taux de change DM/Dollar (1)	—	—	10,6	10,7	10,6	10,7

(1) Ecart relatif en %

(2) Ecart absolu en points de PIB

(3) Ecart absolu en points

Source : MIMOSA CEPII-OFCE.

Les scénarios alternatifs donnent des estimations différentes de l'appréciation du DM attribuable à la réunification (voir annexe) : dans le « scénario rose », avec une intégration plus rapidement réussie, l'inflation serait moins importante en RFA et le solde extérieur moins détérioré que dans le scénario moyen, ce qui produirait, si les spéculateurs anticipaient ce scénario, une appréciation moindre du DM (4,4 %). A l'opposé, une intégration plus lente de la RDA (« scénario gris ») donnerait une appréciation plus forte du DM (11,2 %). Le « scénario gris »

(4) Spontanément, le modèle MIMOSA donne un effet négatif sensiblement plus élevé des taux d'intérêt sur la croissance du fait d'une semi-élasticité de la consommation des ménages au taux long de 1,2 à long terme. Cette élasticité est forte, notamment si on compare les résultats obtenus dans d'autres modèles (cf. Barrell et In't Veld, 1991). Par ailleurs, le modèle MIMOSA sous-estime de 1 % la consommation en 1990, ce qui incite à croire que l'effet des taux d'intérêt est trop élevé. Nous l'avons donc réduit de moitié dans cet exercice.

conduit à un supplément de croissance, dû à la réunification, de 0,3 point en 1990 et de 2,1 points en 1991, alors que dans le « scénario rose », caractérisé par une hausse plus faible du mark, ce supplément de croissance serait de 1 point en 1991 et de 2,3 points en 1992.

L'effet total de la réunification sur les partenaires de l'Allemagne

Cet exercice montre donc clairement que les effets « directs » de la réunification, très forts en 1990 et en 1991, ont été réduits de façon appréciable par la politique de financement mise en œuvre outre-Rhin ainsi que par les mouvements des taux de change et des taux d'intérêt.

L'impact direct de la réunification sur la croissance des pays européens partenaires de l'Allemagne est de 0,4 % par an en 1990 et de 0,8 % en 1991, avec un impact inflationniste faible. La réunification améliore aussi les soldes extérieurs de ces pays en moyenne de 0,7 point de PIB en 1991, et les soldes publics de 0,4 point (tableau 4). La France s'en sort légèrement mieux que la moyenne des pays de la CEE, en raison de la très forte sensibilité de ses exportations à la croissance de ses marchés extérieurs (tableau 3).

L'impact des hausses de taux d'intérêt et de taux de change a été simulé en supposant un fonctionnement parfait du Système monétaire européen. Les hausses des taux d'intérêt allemands et l'appréciation du DM sont donc intégralement répercutées dans tous les pays de la CEE. Cette hypothèse majore sans doute l'impact sur les taux d'intérêt dans certains pays : la réunification a pu réduire les écarts de taux d'inflation avec l'Allemagne ; elle a renforcé la crédibilité des parités au sein du SME, et permis ainsi une convergence plus rapide des taux d'intérêt. Compte tenu de ces effets monétaires, les partenaires de l'Allemagne voient le bénéfice de la réunification réduit, mais non pas inversé. En 1991, c'est un demi-point de croissance en plus qu'ils ont ainsi obtenu. Pour la France, la croissance est légèrement réduite en 1990, mais elle est accrue de 0,8 point en 1991 ; les effets désinflationnistes de la hausse du dollar surcompensent les effets inflationnistes de la hausse des taux d'intérêt. Tous les pays de la CEE ont bénéficié d'un effet désinflationniste et d'une amélioration de leurs soldes extérieurs de 0,3 point de PIB. En France, le gain en terme de solde extérieur se monte à 25 milliards de francs en 1990 et 30 milliards en 1991.

L'impact sur les Etats-Unis de la réunification à proprement parler (les « effets directs ») est assez faible (0,1 point en 1990 et 0,7 point en 1991, cf. tableau 5) mais ceux-ci bénéficient également de la dépréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes (et gagnent ainsi 0,5 points de croissance en 1990). Ainsi, les Etats-Unis auraient bénéficié en 1990 et 1991 d'un supplément de croissance dû à la réunification plus important que les partenaires de l'Allemagne au sein du SME,

lesquels ont souffert des hausses de taux d'intérêt et de l'appréciation de leur monnaie. Cumulé sur les deux années, le gain en croissance pour les Etats-Unis serait de 1,2 point contre 0,5 point pour les pays de la CEE.

3. Effets sur l'économie française de la réunification allemande et des mesures d'accompagnement

	Croissance du PIB		Inflation		Solde extérieur		Solde public	
	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991
Effets directs	0,5	1,5	-0,1	-0,2	0,2	0,6	0,1	0,6
Politique de financement	—	-0,2	—	0,1	—	-0,1	—	-0,1
Hausse des taux d'intérêt	-0,4	-0,5	0,2	0,3	0,0	0,0	-0,1	-0,4
Appréciation du change	-0,3	-0,1	-0,7	-0,5	0,2	-0,2	-0,1	-0,1
TOTAL	-0,1	0,8	-0,6	-0,4	0,4	0,5	-0,1	0,1

Source : MIMOSA CEPII-OFCE.

4. Effets sur l'économie de la moyenne des pays de la CEE, (hors Allemagne)

	Croissance du PIB		Inflation		Solde extérieur		Solde public	
	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991
Effets directs	0,4	1,2	0,1	0,3	0,2	0,7	0,1	0,4
Politique de financement	—	-0,1	—	0,0	—	-0,1	—	0,0
Hausse des taux d'intérêt	-0,2	-0,3	0,0	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Appréciation du change	-0,2	-0,3	-0,8	-0,6	0,1	-0,3	-0,1	-0,2
TOTAL	0,0	0,5	-0,6	-0,2	0,3	0,3	0,0	0,1

Source : MIMOSA CEPII-OFCE.

5. Effets sur les Etats-Unis

	Croissance du PIB		Inflation		Solde extérieur		Solde public	
	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991
Effets directs	0,1	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Politique de financement	—	—	-0,1	—	—	0,0	—	0,0
Hausse des taux d'intérêt	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Appréciation du change	0,5	0,1	0,1	0,1	-0,2	-0,1	0,1	0,2
TOTAL	0,5	0,7	0,1	0,2	-0,2	0,0	0,1	0,4

Source : MIMOSA CEPII-OFCE.

Et si la réunification n'avait pas eu lieu ?

Pour juger de la plausibilité de ces variantes, il est possible de reconstituer un scénario hors réunification (tableau 6). L'Allemagne de l'Ouest aurait bénéficié de toute façon d'une croissance forte en 1990, de l'ordre de 4,3 %. En effet, la mise en place de la troisième étape de la réforme fiscale aurait apporté 20 milliards de DM de revenu supplémentaire aux ménages allemands. Elle aurait permis un supplément de croissance de l'ordre de 0,6 point en 1990 en supposant que les ménages anticipent partiellement cette augmentation de revenu et la répercutent immédiatement pour une grande partie en consommation supplémentaire. L'inflation aurait augmenté légèrement, stimulée par la hausse des prix énergétiques et les tensions salariales déjà présentes avant la chute du Mur. Par ailleurs, l'afflux d'immigrés ne se limite pas aux Allemands de l'Est. Le reflux des populations de souche allemande vivant en Europe de l'Est, engagé dès 1987 avec la Perestroïka, s'est maintenu à plus de 300 000 personnes en 1990 et 200 000 en 1991, et s'y sont ajoutés les demandeurs d'asile politique, de plus en plus nombreux. On peut chiffrer l'impact de cet afflux supplémentaire de population sur la croissance allemande à 0,8 point en 1990. Sans réforme fiscale et sans immigration, la croissance allemande aurait donc atteint environ 2,9 %, ce qui est également le niveau de la croissance française hors réunification. En 1991, la RFA en revanche aurait été atteinte pleinement par le ralentissement mondial et sa croissance aurait chuté à 1,2 % tandis que la France aurait connu une croissance limitée à 0,4 %.

6. L'évolution économique hors réunification

	1990	1991	1992
Allemagne de l'Ouest			
• Croissance	4,3	1,2	2,4
• Inflation	2,9	2,7	1,9
France			
• Croissance	2,9	0,4	2,5
• Inflation	3,6	3,3	2,8
CEE hors Allemagne			
• Croissance	2,3	0,4	2,3
• Inflation	4,5	5,2	1,9

Source : MIMOSA OFCE-CEPII.

Les effets de la réunification sont-ils derrière nous ?

Dans le scénario moyen décrit en annexe, les effets positifs sur la croissance de l'Allemagne de l'Ouest s'inversent dès 1992 (- 0,3 %, cf. tableau 7). Ils réapparaissent ensuite faiblement jusqu'en 1996 puis

redeviennent négatifs (annexe, tableau A. 2). L'impact direct de la réunification passe brutalement de 4 % en 1991 à 0,6 % dès 1992, du fait du redressement de la production est-allemande (d'au moins dix pour cent selon toutes les prévisions) qui permet à l'ex-RDA de reconquérir des parts de son marché intérieur, alors même que la progression du chômage limite l'augmentation de la demande. De plus, les effets négatifs des économies budgétaires et des taux d'intérêts élevés persistent et ne sont qu'à peine tempérés par la légère dépréciation du DM. La réunification représente une hausse de l'inflation dans l'ex-RFA de l'ordre de 1 point en plus par an en moyenne sur la décennie : l'impact direct de la réunification est de l'ordre de 0,9 % par an ; s'y rajoutent les effets propres de la politique de financement retenue (0,4 % par an) ; ces effets sont modérés par la politique monétaire rigoureuse adoptée et ses répercussions sur le change (– 0,3 % par an).

7. Effet de la réunification allemande en prévision pour 1992

	Allemagne	France	Moyenne CEE
Effets directs			
• PIB	0,6	0,3	0,2
• Inflation	0,7	0,0	0,4
• Soldes extérieurs	– 5,8	0,8	0,8
• Solde public	– 5,0	0,9	0,5
Politique de financement			
• PIB	– 0,6	– 0,2	– 0,1
• Inflation	1,6	0,1	0,1
• Solde extérieur	1,2	– 0,2	– 0,2
• Solde public	2,0	– 0,1	– 0,1
Hausse des taux d'intérêt et appréciation du change			
• PIB	– 0,3	– 0,2	– 0,2
• Inflation	– 0,5	– 0,2	– 0,4
• Solde extérieur	0,8	– 0,4	– 0,4
• Solde public	– 1,9	– 0,6	– 0,4
TOTAL			
• PIB	– 0,3	– 0,1	0,0
• Inflation	1,8	– 0,1	0,1
• Solde extérieur	– 3,9	0,3	0,1
• Solde public	– 4,2	0,3	0,3

Source : MIMOSA OFCE-CEPII.

L'impact favorable sur les partenaires européens disparaît transitoirement en 1992, mais réapparaît ensuite faiblement au fur et à mesure de la dépréciation nominale des monnaies européennes vis-à-vis du dollar et des gains de compétitivité qu'elles accumulent vis-à-vis d'une Allemagne plus inflationniste. L'effet expansionniste est en moyenne de 0,1 % par an sur la période 1992-2000. Si donc l'impact de la réunifica-

tion allemande sur ses partenaires européens reste modeste, de l'ordre de 0,2 % par an sur toute la période, il n'est en tout cas pas négatif ; il pourrait être amplifié si les partenaires de l'Allemagne saisissaient l'occasion pour pratiquer des politiques budgétaires moins restrictives, ce qui pourrait doubler l'effet primaire. En tout état de cause, la locomotive allemande a bel et bien tiré les wagons européens, mais elle l'a fait au moment où les économies de ces pays entraient en récession, ce qui fait que cet effet n'a pas été directement observé.

Conclusion

La gestion de ce choc par la politique économique en Europe telle qu'elle a été pratiquée en 1990 et en 1991 amène à trois réflexions. En premier lieu, il apparaît que la politique budgétaire mise en place en Allemagne pour financer la réunification a eu précisément les effets inflationnistes que la politique monétaire voulait éviter. La politique allemande, fondée sur les principes d'autonomie stricte entre autorités monétaire et budgétaire, n'a pas produit le meilleur compromis dans les circonstances, il est vrai exceptionnelles, de la réunification. S'il fallait réduire le déficit public pour rassurer les marchés financiers et la Bundesbank, mieux aurait valu augmenter plus fortement la fiscalité directe sur les ménages.

En deuxième lieu, les événements allemands montrent les limites du SME et l'intérêt de progresser vers l'Union économique et monétaire. En l'absence du mécanisme de change européen actuel, le DM se serait réévalué seul, les allemands auraient importé de la désinflation, ce qui aurait limité la hausse de leur taux d'intérêt, et les partenaires de l'Allemagne auraient bénéficié d'un transfert de demande bienvenu. Au sein du SME, ce réajustement était exclu car il aurait remis en cause la crédibilité des politiques de change des pays membres et la convergence vers les taux d'intérêt allemands. La fixité des changes, telle qu'elle résulte du SME, est donc particulièrement coûteuse dans le cas où les pays dominés et le pays dominant sont dans des situations conjoncturelles contrastées. Par contre, dans le cadre de l'Union Economique et Monétaire, l'inflation allemande supplémentaire aurait eu moins d'impact sur le taux d'intérêt européen puisque la politique monétaire aurait été gérée en tenant compte de la moyenne de l'inflation communautaire. De plus, l'augmentation de la fiscalité indirecte aurait été rendue plus difficile du fait des contraintes d'harmonisation européenne. Les anticipations des marchés financiers, ne craignant pas une réponse aussi violente des autorités monétaires, n'auraient pas conduit à de telles hausses des taux d'intérêt et du taux de change.

En dernier lieu, et c'est peut-être là le point essentiel, l'ampleur des financements consentis par la RFA montre bien que celle-ci a pris le maximum de risques pour que l'intégration de l'Allemagne de l'Est réussisse. Qui donc lui lancera la première pierre ? N'est-ce pas plutôt un modèle pour l'action de la CE en faveur de ses voisins de l'Est ?

Références bibliographiques

- AUGORY C., AVOUYI-DOVI S. et BAUER A. (1991) : « *Les effets de la réunification sur les taux d'intérêt allemands* ». Caisse des dépôts et consignations. Document de travail n° 1991-16/T, septembre.
- CEPII-OFCE (1992) : « *L'obligation de la croissance* », avec la collaboration de l'équipe MIMOSA de l'OFCE, *Economica*.
- DIW (1991) : « Die Lage der Weltwirtschafts und der deutschen Wirtschaft im Herbst 1991 » (Rapport commun des cinq instituts allemands), *DIW Wochenbericht* 42-43/91, 24 octobre.
- DUBOIS E. et KENIGSWALD L. (1991) : « L'écart de croissance franco-allemand entre 1990 et 1992 », *Economie et Statistique*, n° 246-247, septembre-octobre.
- FISHER P.G., TANNA S.K., TURNER D.S., WALLIS K.F. and WHITLEY J.D. (1990) : « Econometric Evaluation of the Exchange Rate in Models of the U.K. Economy », *Economic Journal*, December.
- HARASTY H. et LE DEM J. (1990) : « Les conséquences macroéconomiques de la réunification allemande », *Economie Prospective Internationale*, n° 43, 3^e trimestre.
- LIPSCHITZ L. and McDONALD D. (1990) : « *German Unification, Economic Issues* », IMF Occasional Paper n° 75, December.
- RADAELLI G., EDWARDS J. and HOLTHAM G. (1991) : « *German Unification : implications for interets rates and debt* », Shearson Lehman Brothers, November.
- BARRELL R., IN'T VELD J.W. (1991) : « *Consumption and Models of the World Economy* », Paper presented to SPES conference, « Modelling the interdependances between European Economies », Paris, June.

ANNEXE

Les effets de la réunification à l'horizon 2000

En utilisant une petite maquette de l'économie est-allemande dont les principes ont été exposés ailleurs (Harasty et Le Dem, 1990), nous avons évalué trois scénarios contrastés, qui sont différenciés selon les variables clef du développement économique de l'Allemagne de l'Est : la rapidité de convergence des salaires de l'Est sur ceux de l'Ouest, la vitesse avec laquelle le déclassement du capital ancien s'effectue et le degré d'accumulation du capital nouveau (tableau A. 1).

A. 1. Scénarios pour l'Allemagne orientale à l'horizon 2000

	1991	Scénario moyen		Scénario gris		Scénario rose	
		1995	2000	1995	2000	1995	2000
Salaires réels (1)	52	81	91	88	92	60	70
Taux d'investissement (2)	24	34	29	31	28	38	31
Taux de déclassement cumulé	33	60	69	62	72	59	66
Productivité potentielle du travail (1)	35	56	71	55	70	56	71
Taux de chômage (4)	27	26	14	29	21	22	5
Transferts publics de l'Ouest (5)	6,0	4,6	3,6	5,0	4,1	3,6	2,5
Solde migratoire d'Est en Ouest (6)	330	140	65	110	70	260	140
Contribution en solde extérieur global (7)	5,0	5,7	4,9	6,4	5,4	2,9	2,1
Contribution du solde intra-allemand (8)	4,6	4,9	5,1	5,2	5,2	3,4	3,9

(1) Rapporté au niveau de l'Ouest, en pourcentage

(2) En points de PIB de l'Allemagne orientale

(3) Pourcentage de la capacité de production de 1990 déclassé

(4) Nombre de chômeurs, augmenté du chômage partiel et des emplois d'utilité collective, rapporté à la population active

(5) Déficit primaire des régimes de sécurité sociale, des Länder et des communes de l'Allemagne orientale rapporté au PIB de l'Allemagne de l'Ouest

(6) En milliers

(7) «importations» nettes de l'Allemagne orientale, y compris celles en provenance de l'Allemagne occidentale en pourcentage du PIB ouest-allemand, au prix de 1990.

(8) «importations» nettes de l'Allemagne orientale, uniquement en provenance de l'Allemagne occidentale en pourcentage du PIB ouest-allemand, au prix de 1990.

Source : MIMOSA CEPII-OFCE.

Le premier scénario a déjà été utilisé pour une projection tendancielle de l'économie mondiale à l'horizon 2000 (CEPII-OFCE, 1992). L'investissement privé (y compris logement), qui représente 25 % du PIB en 1991, progresse jusqu'à atteindre 35 % du PIB en 1996, et décroît ensuite lentement jusqu'à 29 % en l'an 2000. A cette date 20,8 % de l'investissement privé allemand a lieu sur le territoire de l'ancienne RDA, soit une proportion encore nettement plus élevée que celle des emplois (16,2 %). Cela s'explique par le fait que la convergence sur le modèle ouest-allemand est loin d'être achevée à cette date. Certes le

stock de capital par tête se situe à 87 % du niveau occidental, mais seulement la moitié du capital installé est composée d'investissement aux normes occidentales. Avec ces hypothèses, la productivité du travail atteint alors 71 % du niveau de l'Allemagne occidentale. La croissance des capacités de production est forte, en moyenne 6,5 % par an sur la décennie, 9,5 points dans la deuxième moitié, mais les créations d'emplois sont insuffisantes pour assurer la convergence des marchés du travail entre les deux parties de l'Allemagne. Supérieur à 25 % jusqu'en 1995, le taux de chômage décroît ensuite rapidement mais vaut toujours 14 % en 2000, et cela en dépit d'un flux migratoire entre les deux Allemagne de 1,8 millions de personnes sur la décennie et d'un alignement par le bas des taux d'activité, notamment féminins, sur ceux de l'Ouest.

Le scénario gris suppose *ex-ante* une convergence plus rapide des salaires de l'Est sur ceux de l'Ouest, un montant d'investissement privé inférieur de 10 % chaque année au montant incorporé dans le scénario moyen, et un déclasserement de la capacité ancienne supérieur de 1 point tous les ans. Le scénario rose propose des hypothèses symétriques : diminution équivalente du paramètre de convergence des salaires, augmentation des investissements et diminution du taux de déclasserement. Une des principales conclusions de ces simulations concerne la très grande sensibilité du taux de chômage à l'horizon 2000 aux hypothèses choisies. Les créations d'emploi étant directement fonction des capacités installées, ancienne et nouvelle, ce résultat n'est pas pour surprendre.

Trois éléments conditionnent l'impact sur l'Allemagne de l'Ouest. Le premier, relativement mineur, concerne les flux migratoires : l'immigration de populations d'Est en Ouest est supposée être provoquée plus par le maintien d'écart de salaires entre Est et Ouest que par les situations différentes du marché du travail : elle est donc plus importante dans le scénario rose où les salaires de l'Est reste durablement plus faibles. Le deuxième élément concerne les échanges : le rééquilibrage des échanges, lié au développement des capacités de production à l'est, est nettement plus marqué dans le scénario rose. Il implique un impact sur la croissance du reste du monde négatif dès 1992. Cet effet est moins marqué pour l'Allemagne de l'Ouest car elle tire parti dans ce cas du rôle des nouveaux Länder comme plate-forme d'exportations vers les pays d'Europe de l'Est. Dans le scénario gris au contraire, l'impulsion de l'Allemagne Orientale sur le commerce mondial continue à croître jusqu'en 1996 et ne décline que légèrement ensuite. Le troisième élément concerne les transferts nécessaires pour équilibrer les finances publiques des Länder de l'Est. Le scénario rose est nettement plus favorable pour deux raisons. D'une part, la progression des revenus sociaux par tête est plus faible parce que ceux-ci sont indexés sur des salaires moins élevés, d'autre part la croissance est plus forte et la réduction du nombre de chômeurs permet une élévation des recettes fiscales nettes de prestations. Au total, c'est un point et demi de PIB de transferts en moins à l'horizon 2000, contre un demi-point en plus dans le scénario gris.

L'impact à long terme de la réunification dépend aussi des mesures d'économies budgétaires qui seront prises dans les années à venir. Fin 1991, un certain flou persistait sur les modalités du financement des transferts à l'Est à charge du budget fédéral. Les mesures introduites ici se réfèrent au projet de loi de finances, qui intègre une programmation budgétaire à l'horizon 1995. A cette date, le solde primaire des administrations, c'est-à-dire hors paiement des charges de la dette, serait revenu à l'équilibre, en raison notamment de réductions des subventions aux entreprises en 1992, et d'une augmentation du taux normal de la TVA, qui passerait de 14 % à 15 % au premier janvier 1993, harmonisation fiscale européenne oblige. De plus, conformément à ce qui s'est produit dès 1991, la consommation des administrations à l'Ouest progresserait

moins vite que spontanément d'un demi-point. Par contre, les prélèvements au titre de l'impôt sur le revenu des ménages décidés pour 1991 et 1992, n'ont pas été prolongés ensuite.

Les effets de la réunification, très favorables pour l'économie ouest-allemande jusqu'en 1991, s'épuisent ensuite et s'inversent après 1995 (tableau A. 2). Passée cette date, la contribution de l'Est à la croissance de la production devient nulle, car les gains de parts de marchés ont été obtenus, le revenu réel des Allemands de l'Est croît lentement, et l'offre locale augmente à un rythme soutenu. Malgré l'immigration, le taux de chômage reste pratiquement toujours au dessous du compte de référence, ce qui nourrit une inflation plus élevée tout au long de la période, de l'ordre de 1 % en moyenne. Dans le même temps, l'impact négatif sur le solde extérieur consolidé de l'Allemagne réunifiée se réduit sans disparaître.

A. 2. Evaluation des impacts sur l'Allemagne de l'Ouest dans les trois scénarios

		Scénario moyen	Scénario gris	Scénario rose
PIB (niveau en points)	1990	0,5	0,3	1,0
	1991	2,6	2,4	3,3
	1995	2,6	3,3	1,4
	2000	1,9	2,2	0,5
Prix à la consommation (niveau en points)	1990	-0,8	-0,9	-0,3
	1991	0,4	0,1	1,2
	1995	6,5	7,0	7,3
	2000	11,3	13,2	7,0
Solde courant (en points de PIB)	1990	-2,8	-2,8	-3,0
	1991	-4,1	-4,1	-4,1
	1995	-2,9	-3,3	-2,2
	2000	-2,4	-3,3	-1,4
Solde budgétaire (en points de PIB)	1990	-4,5	-4,2	-4,0
	1991	-5,2	-4,7	-4,4
	1995	-3,6	-3,3	-2,9
	2000	-3,6	-3,7	-3,3
Taux d'intérêt à court terme (en points)	1990	0,1	0,1	0,4
	1991	1,6	1,6	2,0
	1995	1,5	1,7	0,5
	2000	0,6	0,8	-0,5
Taux d'intérêt à long terme (en points)	1990	2,1	2,1	2,2
	1991	2,5	2,5	2,6
	1995	0,8	0,9	0,6
	2000	0,2	0,3	-0,1
Taux de change (en points)	1990	-10,6	-12,6	-4,6
	1991	-10,7	-12,9	-4,5
	1995	-5,3	-6,0	0,4
	2000	-0,3	-0,5	0,6

Ecarts au compte de référence

Source : MIMOSA CEPII-OFCE.